



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

COUVERTURE FIXE HD ET THD

REPONSE A CONSULTATION PUBLIQUE

**Projet de décision fixant un
encadrement tarifaire de l'accès à
la boucle locale cuivre pour les
années 2021 à 2023.**

12 octobre 2020

A decorative graphic at the bottom of the page consisting of several overlapping, wavy bands in shades of red, orange, and pink, creating a dynamic, flowing effect.

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau :

- Énergie : distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur, maîtrise de la demande d'énergie, énergies renouvelables, stations de charge de véhicules électriques et gaz
- Cycle de l'eau : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, assainissement non collectif, GEMAPI...
- Numérique : communications électroniques à haut et très haut débit, mutualisation informatique et e-administration,
- Déchets : gestion et valorisation des déchets (biométhane...) ;
- Éclairage public : éclairage public innovant et respectueux de l'environnement, certificats d'économie d'énergie, achat groupé d'électricité, ...
- Cité intelligente et territoires connectés.

Créée en 1934, la FNCCR est une association réunissant élus et parlementaires attachés à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers, ...).

La FNCCR regroupe des collectivités locales impliquées dans le déploiement de réseaux d'initiative publique (RIP) visant à garantir un accès à très haut débit dans leur territoire. Elle œuvre pour la rationalisation des dépenses nécessaires au développement de ces réseaux, pour l'essentiel en fibre optique. Elle appuie la mutualisation des travaux de génie civil notamment en lien avec d'autres services publics locaux (eau, énergie, ...). Elle milite pour la mise en œuvre de systèmes de péréquation à l'échelon national, permettant d'accélérer l'arrivée du très haut débit.

La FNCCR est présente dans de nombreux organismes techniques nationaux à caractère décisionnel ou consultatif. La FNCCR assure une veille législative, juridique et techno-économique. **La FNCCR élabore et met à jour régulièrement des modèles de documents et de guides thématiques au service des collectivités.**

Plus d'informations, se référer au site : www.fnccr.asso.fr

La FNCCR remercie l'Autorité pour les processus de concertation et consultations publiques, engagés depuis 2019 quant au 6^{ème} cycle d'analyse des marchés haut et très haut débit, qui débouche aujourd'hui sur la question du tarif du dégroupage du DSL.

La FNCCR souhaite réagir à son évolution comme elle l'a fait en 2016 et 2017.

Cette contribution comporte 3 pages.

CONTRIBUTION DE LA FNCCR

Dans ses réponses aux précédentes consultations de l'Autorité en 2016 et 2017, la FNCCR rappelait que la migration des abonnés du cuivre vers le FttH devait être incitée par un tarif réévalué du dégroupage cuivre. Il en va, en premier lieu, de l'équilibre économique des réseaux THD et, en second lieu, de la facilitation du décommissionnement du cuivre dans le calendrier avancé par Orange.

Comme en 2016 et 2017, la FNCCR reste aussi convaincue que la migration rapide n'est pas qu'une affaire de régulation tarifaire adaptée, mais surtout de volonté politique des élus et d'une politique commerciale offensive des opérateurs de détail.

Depuis, la crise sanitaire et économique pousse plus spontanément à la migration cuivre/fibre, très attendue par les télétravailleurs, quelle que soit leur localisation, et par les entreprises se numérisant.

La FNCCR considère qu'à l'heure actuelle la réévaluation proposée du tarif de dégroupage total - s'agissant du segment le plus significatif - s'inscrit dans la continuité des réévaluations depuis 2015.

Avec la majoration des FAS, la tarification du dégroupage total projetée apparaît incitative en faveur du basculement vers la fibre.

Dégroupage total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Tarif récurrent mensuel de l'accès total à la boucle locale et à la sous-boucle locale cuivre (par paire)	9,05	9,10	9,45	9,31	9,41	9,51	9,65	9,65	9,65
Frais d'accès au dégroupage total	56	50	50	50	50	50	70	70	70
Frais de résiliation du dégroupage total	20	15	15	5	5	5	5	5	5
Tarif à l'acte de la prestation SAV+	135	105	105	105	105	105	105	105	105

Valeurs en EUR HT

Le projet de décision de l'Autorité quant à la régulation du marché 3a pourrait autoriser Orange à orchestrer dès début 2021 l'arrêt des offres de gros dégroupées dans un secteur où la BLOM (qu'il soit l'OI ou non) serait suffisamment déployée (jusqu'à la complétude ?) et où l'animation concurrentielle serait effective sur ce marché de détail.

Or, les collectivités sont à l'origine du label « zone fibrée » destiné à conférer un cadre réglementaire à la transition cuivre/FttH. **La FNCCR demande que les zones fibrées entrent enfin en vigueur** car elles apporteront de la **lisibilité/visibilité** à tous les opérateurs et aux clients résidentiels ou non-résidentiels.

Par ailleurs, l'opérateur historique réclame une réévaluation plus marquée du tarif du dégroupage total, (> 11 EUR HT par ligne), aux motifs (1) de la déformation du parc DSL (baisse du nombre de clients, coût du maintien en conditions opérationnelles dans les zones rurales) et (2) du coût et de la rapidité du décommissionnement du cuivre.

Pour la FNCCR, cette réévaluation paraît disproportionnée : économiquement, au regard des moyennes européennes (cf. figure n°1 et tableau 4) et objectivement, si les pannes et dégradations du RTC dans les territoires ruraux devaient perdurer...

La FNCCR y est donc défavorable et note que ces débats interviennent au moment même du lancement d'Orange Concessions, la nouvelle filiale du groupe créée par la cession des RIP...
